



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 10 octobre 2024

En septembre 2024, l'inflation aurait poursuivi sa trajectoire baissière, atteignant 4,58 % en g.a., contre 4,99 % le mois précédent. Il s'agit de la deuxième baisse consécutive, marquant un signe de ralentissement des pressions inflationnistes.

LE CHIFFRE A RETENIR

**4,58 %**

Taux d'inflation en g.a. en  
septembre 2024

L'inflation sous-jacente aurait également reculé, atteignant 3,91 % en septembre contre 4,00 % en août. Ce chiffre est un signe encourageant selon la Banque centrale du Mexique (Banxico), dont l'objectif reste une stabilisation autour de 3 % (+/- 1 %). L'inflation globale demeurerait toutefois au-dessus de cette cible, signalant que la pression sur les prix ne serait pas encore totalement maîtrisée.

Par ailleurs, l'inflation non sous-jacente, incluant notamment les produits agricoles et énergétiques, aurait affiché une baisse notable, passant de 8,03 % à 6,50 % entre août et septembre 2024. Cette diminution est en partie due à la décélération des prix des fruits et légumes, qui auraient augmenté de 7,65 % en g.a., mais à un rythme plus modéré que les mois précédents.

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

La Banque mondiale a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2024 à 1,7 % (contre 2,3 % prévu en juin et 2,6 % en janvier). Les prévisions de croissance pour les deux premières années de mandat de Claudia Sheinbaum sont également modestes, à 1,5 % pour 2025 et 1,6 % pour 2026. Le dernier rapport de la BM sur l'Amérique latine et les Caraïbes souligne que les investissements publics et privés dans la région restent insuffisants, tandis que les promesses d'opportunités de croissance provenant de la relocalisation des chaînes de valeur mondiale ne se sont pas concrétisées, principalement en raison du coût élevé du capital, du faible niveau d'éducation, de l'insuffisance des infrastructures et de l'instabilité sociale. Pour accélérer la croissance et réduire la pauvreté à moyen terme, le rapport recommande de s'attaquer aux contraintes structurelles, telles que l'accès restreint au financement, l'insécurité, l'informalité, les charges réglementaires et les goulots d'étranglement au niveau des infrastructures.

En août 2024, la balance commerciale mexicaine aurait enregistré un déficit de 4,9 Mds USD, en nette détérioration par rapport au déficit commercial enregistré le mois précédent, de 72 M USD. Cette détérioration résulterait principalement de deux éléments : d'une part, la chute des exportations non pétrolières dont le solde serait passé d'un excédent de 827 M USD en juillet à un déficit de 3,5 Mds USD en août ; d'autre part, l'aggravation du déficit des produits pétroliers, qui a atteint 1,3 Mds USD contre 899 M USD le mois précédent, en raison d'une chute de 26,6 % des exportations pétrolières. En outre, bien que les exportations vers les États-Unis aient pu augmenter de 2,2 %, celles dirigées vers le reste du monde auraient chuté de 7,7 %, contribuant ainsi à cette évolution défavorable. Dans le même temps, la valeur des importations aurait augmenté, atteignant 56,8 Mds USD en août, en hausse de 5,7 % en glissement annuel. Cette augmentation découle d'une progression de 8,8 % des importations non pétrolières, alors que les importations pétrolières auraient, quant à elles, enregistré une baisse de 26 %.

Selon le nouveau ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, le gouvernement de Claudia Sheinbaum souhaiterait réduire la dépendance du Mexique vis-à-vis des importations, en particulier celles en provenance d'Asie, afin d'augmenter la part de production locale dans les exportations. Actuellement, selon Ebrard, moins de 20 % de la valeur des exportations mexicaines seraient issus de composants d'origine nationale. Cette initiative, présentée à l'occasion du Forum BloombergNEF à Monterrey, s'inscrirait dans une stratégie plus large visant à renforcer les chaînes de production du pays et à maximiser les opportunités offertes par le Traité de Libre-Échange avec les États-Unis et le Canada (T-MEC). Ebrard aurait souligné l'importance d'augmenter la part des

produits mexicains dans les chaînes de valeur mondiales, notamment dans des secteurs clés tels que l'automobile, les dispositifs médicaux, l'électronique, et l'énergie.

**Le peso mexicain s'est de nouveau déprécié face au dollar, atteignant un taux de 19,53 MXN pour 1 USD ce jeudi.** Cette nouvelle baisse, estimée à 0,22 %, marquerait la quatrième journée consécutive de recul pour la devise mexicaine. Cette évolution intervient dans un contexte où les investisseurs sont dans l'attente de la publication du compte rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Banque centrale du Mexique (Banxico) ainsi que des nouvelles données sur l'inflation aux États-Unis. En outre, l'inflation américaine, en hausse de 0,2 % en glissement mensuel et de 2,4 % en glissement annuel, dépasserait les prévisions et pourrait influencer la trajectoire des taux d'intérêt de la Réserve fédérale (Fed). De son côté, Banxico envisagerait d'éventuelles réductions de son taux directeur (50 pnb d'ici la fin de l'année), en raison du ralentissement économique et de la tendance à la baisse de l'inflation sous-jacente au Mexique.

**La génération d'emploi formel aurait chuté de près de 40 % g.a. au troisième trimestre 2024, selon l'Institut Mexicain de Sécurité sociale (IMSS).** Le total de 456 417 emplois formels créés à la fin du troisième trimestre serait le chiffre le plus bas de ces quatre dernières années, et le total de 90 968 emplois formels créés en septembre le plus bas enregistré depuis 2009. Au total, le nombre de travailleurs affiliés à la fin du mois de septembre s'élèverait à près de 22,5 M, en hausse de 1,6 % g.a. La création de 2,2 M emplois formels pendant le sexennat d'AMLO serait largement inférieur à l'augmentation de la population économiquement active qui aurait été de 5,5 M.

**Le taux de chômage se serait élevé à 3,0 % en août, en hausse pour le troisième mois consécutif, selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI).** Le chômage a en outre atteint son niveau le plus élevé en 12 mois. Sur les 626 770 personnes qui ont perdu leur emploi en août, 468 356 travaillaient dans le secteur informel, ce qui a ramené le taux d'informalité à 54,3 % en août, contre 54,5 % en juillet.

## Finances publiques

**La Chambre des députés a approuvé ce jeudi une réforme constitutionnelle de l'énergie qui vise notamment à garantir un système dans lequel l'État fournit la majeure partie du réseau électrique national et à changer le statut de CFE et PEMEX d'entreprises productives de l'État à entreprises publiques.** La ministre de l'Énergie a indiqué que l'un des principaux objectifs de la réforme sera de garantir que la production d'électricité nationale soit fournie à 54 % par l'État par l'intermédiaire de la Commission fédérale de l'électricité (CFE), dans le but de renforcer la planification du secteur et de garantir la fourniture et la fiabilité

de l'énergie électrique. La participation du secteur privé qui fournira les 46 % restants devra en outre se faire avec des règles d'investissement claires et adresser les besoins des différentes régions du pays. La réforme prévoit également de redonner à la Commission fédérale de l'électricité (CFE) et à l'entreprise nationale de pétrole (PEMEX) le statut d'entreprise publique qui leur avait été retiré en 2013 par le gouvernement Peña Nieto. Abandonnant le schéma de rentabilité et les règles de marché, CFE et PEMEX redeviennent des entreprises à responsabilité sociale dont le principal objectif est la fourniture du service public.

### Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	10/10/2024
Bourse (IPC)	-0,01%	3,14%	51869,14 points
Change MXN/USD	0,51%	8,59%	19,55
Change MXN/EUR	-0,51%	11,84%	21,33
Prix du baril mexicain	4,31%	-16,25%	68,08

## Amérique centrale

### Costa Rica

Le taux de chômage au Costa Rica aurait atteint 6,7% en août 2024, enregistrant une baisse de 2,1 points de pourcentage (pp) en g.a. selon l'Institut National de la Statistique et du Recensement (INEC). Il serait plus élevé chez les femmes (7,9%) que chez les hommes (6,0%). Par ailleurs, le nombre de personnes occupant un emploi informel (900 000) aurait augmenté

significativement par rapport à la même période de l'année dernière, portant le taux d'informalité à 40,1 %. Les secteurs d'activité enregistrant le plus grand nombre d'emplois seraient le commerce et la réparation automobile (18,2 %), l'industrie manufacturière (11,2 %), l'enseignement et la santé (11,1 %).

**Le ministère des Finances a décidé d'unifier la gestion de la dette publique sous un seul département.** Par une réforme de la *Loi sur l'administration financière de la République et des budgets publics*, la Direction générale de la Gestion de la Dette publique est désormais responsable de la négociation, de la contractualisation et du remboursement de la dette. En juillet dernier, la dette totale du gouvernement central aurait enregistré un solde de 56,3 Mds USD dont 72 % correspondant à la dette intérieure. Les 28 % restants correspondant à la dette extérieure seraient composés d'émissions réalisées sur le marché international et de prêts accordés par des organisations multilatérales, comme le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCEI).

## El Salvador

**Le gouvernement salvadorien a annoncé un nouveau rachat de dette pouvant aller jusqu'à 7,2 Mds USD.** Le Salvador retourne sur les marchés internationaux pour tenter de racheter les obligations en circulation détenues par des investisseurs étrangers, dont les dates d'échéance s'échelonnent entre 2027 et 2052, sur une période d'offre tenue du 4 au 10 octobre 2024. L'ensemble des obligations détenues par les investisseurs étrangers s'élève à 7,18 Mds USD avec des taux d'intérêt compris entre 6,4 % et 9,5 %.

**L'Assemblée législative a approuvé l'adhésion du Salvador à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB).** Pour faire partie de la banque, El Salvador s'est engagé à acquérir 10 actions de la banque, pour lesquelles il paiera 1 M USD, répartis en cinq versements annuels. Le gouvernement disposera ainsi d'une nouvelle source de prêts pour financer des projets consacrés à l'infrastructure verte, à la connectivité et à la coopération régionale, à l'infrastructure technologique et à la mobilisation de capitaux privés.

## Guatemala

**Entre janvier et septembre 2024, le Guatemala aurait reçu 15,8 Mds USD en remesas, soit une croissance de 7,2 % g.a.** En septembre, 1,7 Md USD ont été envoyés, un chiffre inférieur aux 2 Mds USD enregistrés en août. Une augmentation des envois de fonds est attendue au dernier trimestre de l'année en raison de célébrations telles que la Toussaint et Noël. Les autorités prévoient

qu'en 2024, 21,6 Mds USD seront reçus. Les flux de transferts de fonds se sont accélérés depuis 2020 en raison de l'émigration de masse dû à la crise économique post-pandémique, touchant principalement les jeunes entre 15 et 25 ans. Les envois de fonds constituent jusqu'à 30 % des revenus des ménages bénéficiaires.

## Honduras

**L'investissement dans le secteur de la construction privée aurait augmenté de 29,2 % g.a. à juillet 2024.** L'investissement dans ce secteur s'est élevé à 193 M USD entre janvier et juillet 2024, selon un rapport de la Banque centrale du Honduras (BCH). Les secteurs résidentiel et commercial, ainsi que de prêts hypothécaires avantageux ont stimulé cette progression, multipliant les constructions principalement à Tegucigalpa et San Pedro Sula.

## Nicaragua

**Le Nicaragua clôturerait le S1 2024 avec une dette extérieure de 15,2 Mds USD.** Selon la Banque centrale du Nicaragua la dette équivaut à 85,7 % du produit intérieur brut (PIB) du pays (17,8 Mds USD). Sur l'endettement total à la fin du mois de juin, 8,7 Mds USD correspondaient au secteur public (56,6 % du total) et 6,6 Mds USD au secteur privé (43,4 % du total). Les déboursements de prêts au cours du deuxième trimestre de cette année se sont élevés à 836,3 M USD, dont 83,8 % provenaient de créanciers privés et 16,2 % de créanciers officiels bilatéraux. Les principales activités économiques qui ont reçu des décaissements extérieurs sont l'intermédiation financière (25,7 %), le commerce (25,1 %) et l'industrie manufacturière (24,5 %).

## Panama

**Le ministère des Finances a annoncé que le déficit budgétaire devrait atteindre plus de 4,5 % du PIB en 2024, s'élevant ainsi à près de 3,5 Mds USD et obligeant le gouvernement à réformer la Loi de Responsabilité Sociale Fiscale (LRSF), qui prévoyait notamment un plafond de déficit budgétaire de 2 % cette année.** Le nouveau projet de loi, approuvé le 8 octobre par le Conseil des ministres, devrait être présenté prochainement à l'Assemblée nationale.

**Le ministère des Finances (MEF) a présenté à l'Assemblée nationale le budget 2025 pour un montant de 26,1 Mds USD, en réduction de 15 % par rapport au budget 2024 (30,7 Mds USD).** Le budget proposé s'articulerait autour de 20,5 Mds USD de dépenses de fonctionnement et 5,55 Mds USD de dépenses d'investissement. Selon le gouvernement, la capacité de l'Etat à investir dans des projets clés serait aujourd'hui limitée par la rigidité des dépenses de

fonctionnement, notamment du fait du régime de subventions défini par les « lois spéciales » et du service de la dette. Selon le MEF, 16,7 % des dépenses de l'Etat ont été dédiées au paiement des intérêts de la dette au premier trimestre 2024, et 300 M USD pourraient être dépensés en 2025 pour les lois spéciales. Cette situation limiterait, selon le ministre, la capacité du pays à créer de l'emploi, réduire la pauvreté et répondre aux demandes sociales. La discipline budgétaire aurait ainsi pour but de restaurer la confiance chez les investisseurs et de réduire le coût de financement. Ce budget d'austérité assumée ne présenterait pour l'heure aucune hausse d'impôts mais entend réduire un certain nombre de subventions à l'économie.

**Selon le bureau du Contrôleur général de la République, les flux d'IDE auraient atteint 1,6 Md USD au premier semestre 2024, soit une augmentation de 23 % en g.a.** Ces flux, estimés à 2 Mds USD pour l'année 2023, restent toutefois bien inférieurs aux niveaux prépandémiques (3,9 Mds USD pour l'ensemble de l'année 2019). Ils seraient également inférieurs à ceux du Costa Rica (4,7 Mds USD en 2023) et de la République dominicaine (4,4 Mds USD). Par ailleurs, les plus grands fournisseurs d'IDE au Panama ces dernières années proviendraient d'Amérique du Sud (la Colombie principalement), l'Amérique du Nord (les Etats-Unis en tête), et la région Amérique centrale et Caraïbes. Parmi les secteurs qui auraient capté le plus d'IDE ces dernières années, on retrouve notamment : le commerce de gros et de détail, les activités financières et d'assurance, les mines et carrières (avant la fermeture de la mine), l'information et la communication, les transports, les activités de stockage et de courrier, les industries manufacturières et la construction. Le rétablissement de la confiance des investisseurs étrangers, afin notamment d'attirer davantage d'IDE, est une des priorités affichées du nouveau gouvernement.

## Caraïbes

### Antigua-et-Barbuda

**Selon le département des statistiques du ministère des Finances, l'inflation aurait atteint 7,1% en août 2024 en g.a.** L'inflation sous-jacente aurait enregistré une hausse de 7,5 % au cours des douze derniers mois, ce qui suggérerait que son augmentation aurait légèrement dépassé celle de l'inflation globale. Parmi les indices ayant enregistré des hausses notables par rapport à la même période de l'année dernière, on peut citer : les indices des *biens et services divers* et des *achats de véhicules* qui ont tous deux enregistré des hausses supérieures à 20 % ; l'indice des *boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants* (+ 11,8 %) ; et l'indice des *produits alimentaires et des boissons non alcoolisées* (+ 5,9 %).

## Jamaïque

**L'Institut jamaïcain de statistiques a publié ses évaluations du marché de l'emploi en avril 2024 : le chômage aurait diminué pour atteindre 4,2 %.** Des inégalités persisteraient toutefois : le chômage toucherait davantage les femmes (le taux de chômage chez les femmes étant de 5,3 %, soit 2 p.p. de plus que les hommes), les jeunes (14,8 %) et les populations vivant en dehors de l'aire métropolitaine de Kingston (4,9 %, soit 1,8 p.p. de plus que pour la capitale). Les secteurs employant le plus grand nombre de personnes seraient, au Q1 2024 : le commerce de gros et de détail et la réparation de véhicules (19 % des personnes employées), l'agriculture, la sylviculture et la pêche (14 %), l'immobilier et les services aux entreprises (11 %).

## Cuba

**Plus de 348 M de pesos cubains, soit 14,5 M USD, c'est le montant collecté par l'Etat cubain via des amendes liées au non-respect du plafonnement des prix.** En effet, dans l'objectif de limiter l'inflation, le gouvernement avait annoncé en juillet l'encadrement des prix de certains biens alimentaires vendus par le secteur privé. Deux mois après, le ministère de l'Economie a informé avoir appliqué 137 000 sanctions, suite aux 220 000 inspections effectuées. Outre des sanctions financières, des saisies de produits et des ventes forcées ont également été réalisées. Les interventions de ce type, récurrentes dans l'économie cubaine, ont systématiquement l'effet inverse, en augmentant les pénuries et alimentant l'inflation à long terme.

## République Dominicaine

**Le 7 octobre 2024, le gouvernement dominicain a annoncé une réforme visant à moderniser le système fiscal du pays.** Ce projet de réforme vise à augmenter les recettes publiques, réduire la dette publique et améliorer l'équité fiscale. Parmi les mesures principales figurent l'augmentation des impôts sur certains secteurs, la réduction de la charge fiscale pour les petites et moyennes entreprises, et la simplification du système fiscal. La proposition de réforme fiscale a suscité de l'incertitude et du rejet parmi divers secteurs économiques. Les critiques se concentrent sur l'impact potentiellement négatif des nouvelles mesures sur les budgets familiaux et l'économie domestique, en particulier avec l'augmentation de la TVA sur plusieurs produits de première nécessité.

## Sainte-Lucie

L'économie de Sainte-Lucie pourrait enregistrer une croissance frôlant les 7 % en 2024 selon la Banque centrale des Caraïbes orientales (ECCB). Ces résultats s'expliqueraient, selon l'ECCB, par des politiques proactives comme l'appui du gouvernement aux micros, petites et moyennes entreprises, des investissements stratégiques dans les infrastructures, et une dynamique positive du secteur du tourisme.

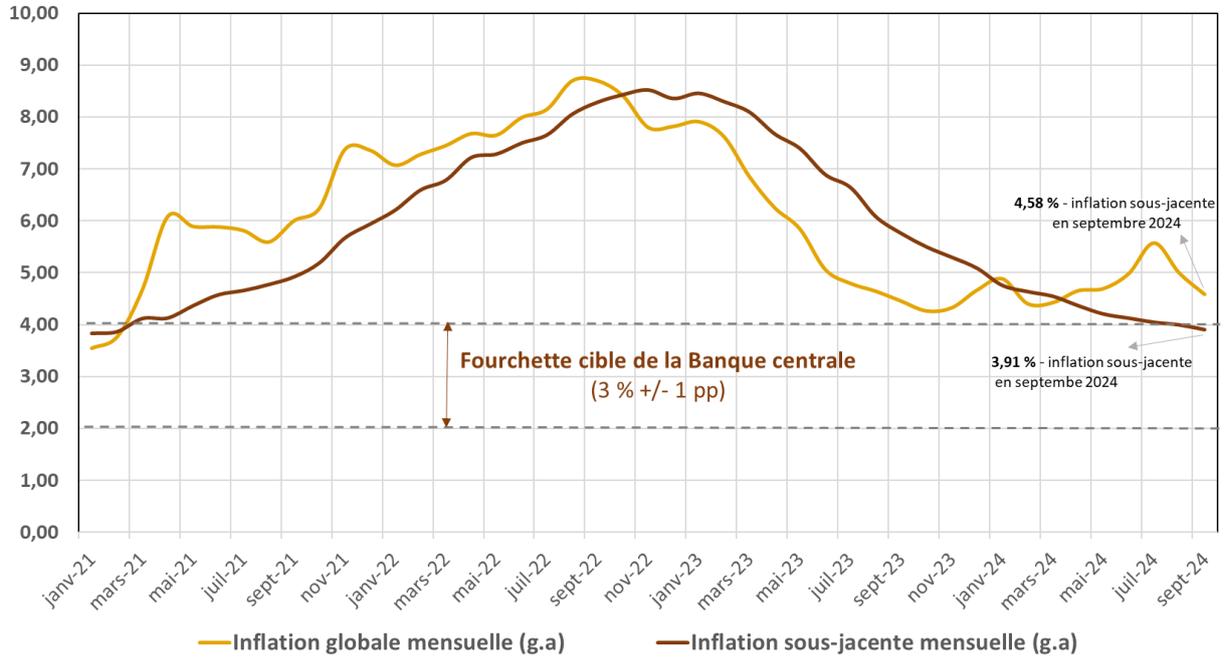
### Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	-8,6 %	5,7 %	3,9 %	3,2 %	2,4 %	55,6 %	4 %	10,75%
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	4,25 %
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	4,75%
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	4,00%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	-3 %	14,9 %	23 %	10,00%
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	6,50%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	6,50%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Juillet 2024

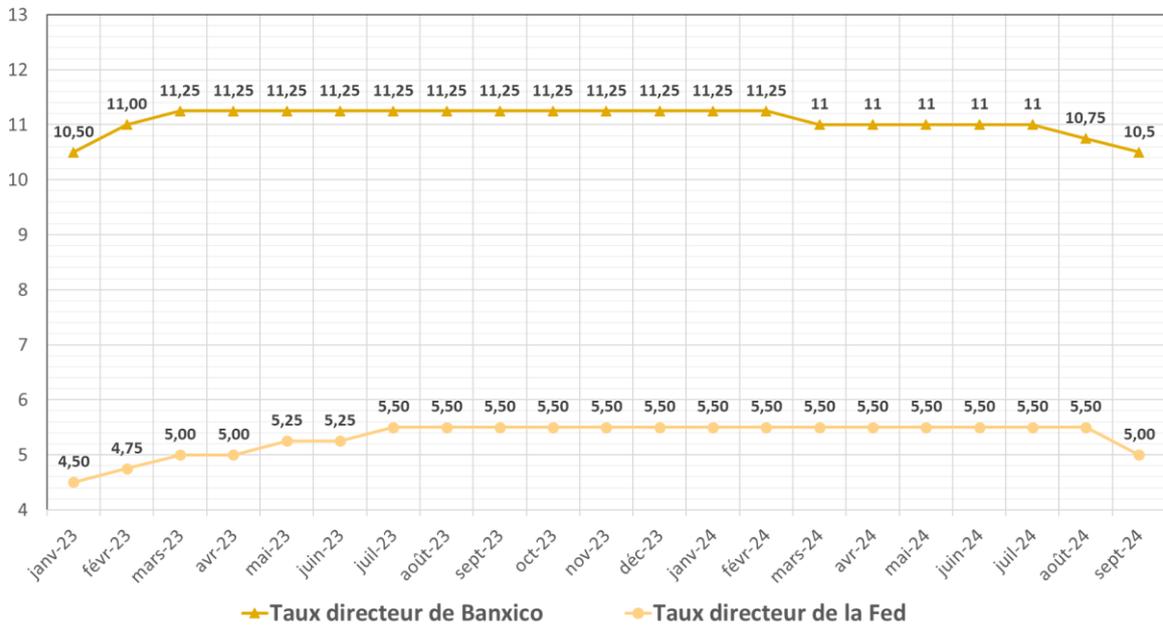
## – Annexe Graphique Mexique –

### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

### DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

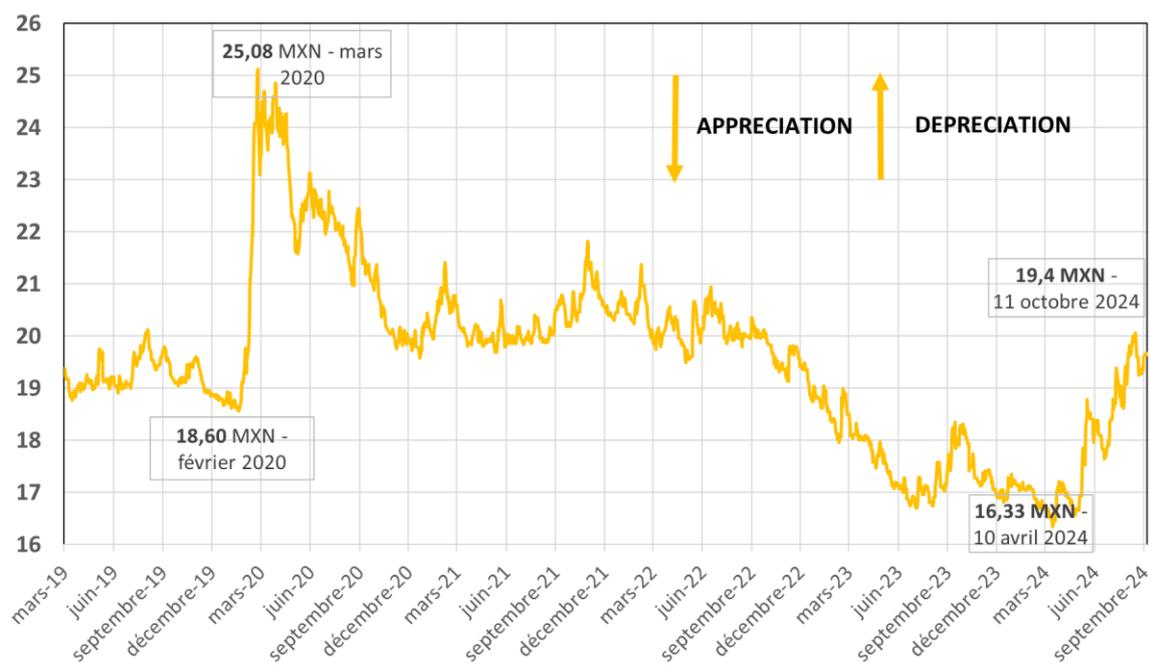


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

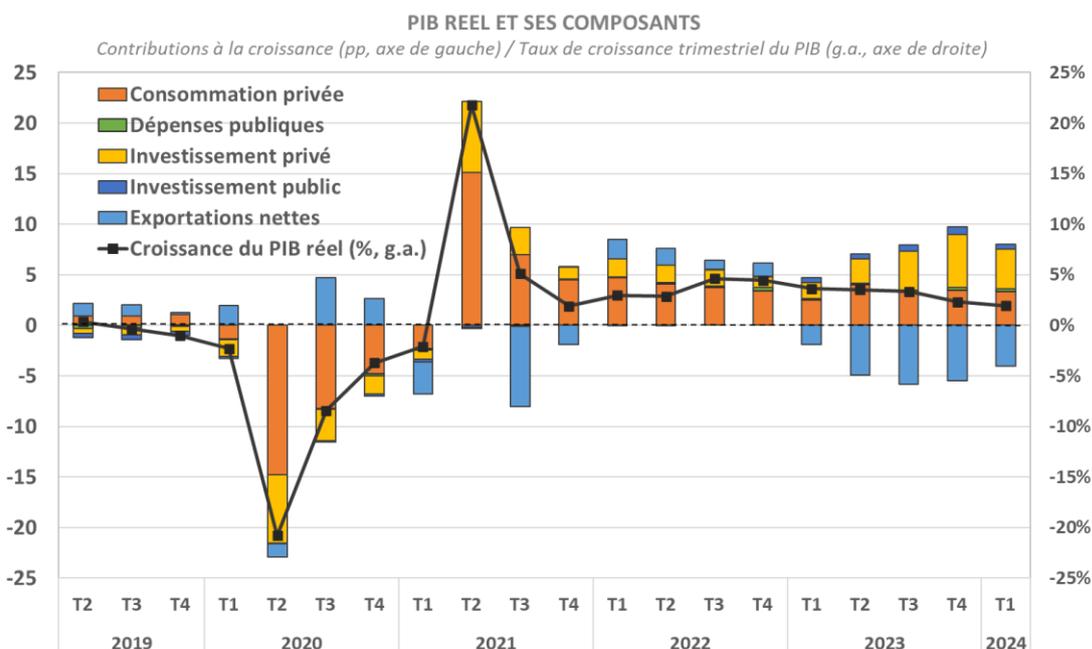
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,5	5,00	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

### EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

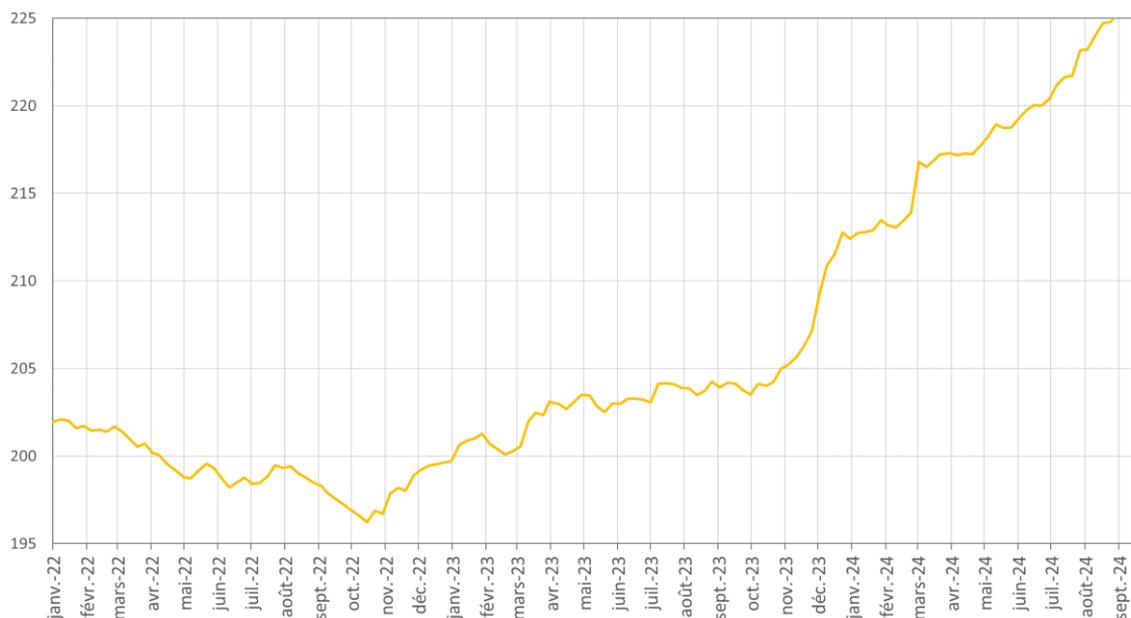


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

### NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)